



Organisation Fréquence-Sillé 72140, Sillé-le-Guillaume
Propositions formulées durant le débat du 1^{er} Février 2019 à Sillé-le-Guillaume (72)

Synthèse

- Durée: 3 heures
- Tous les thèmes étaient retenus
- Contexte de radiodiffusion en direct
- Un peu plus de 100 participants dans la salle + interventions par téléphone + réseaux sociaux
- Personnes venant du secteur de Sillé, mais aussi du Mans, de la Mayenne, Beaumont, etc...
- Présence d'élus locaux (maires, conseiller départemental, conseiller régional)
- Présence du Député (LREM) de la 1^{ère} circonscription de la Sarthe
- Présence de « gilets jaunes » très impliqués
- Bonne ambiance, bons échanges, parfois des témoignages intimes forts et des tons vibrant d'émotion...et de colère. Mais échanges très conviviaux et constructifs...
- On peut noter aussi qu'en fin de réunion les personnes qui se sont opposées ont continué à dialoguer informellement et avec le sourire
- Absolument tous les participants ont dit leur satisfaction d'avoir participé à cette réunion.
- Présence de la presse locale et images tournées pour un plateau le lundi suivant avec LMTV, la télévision locale du Mans.

Remarque : les éléments de diagnostics, d'analyse, d'argumentation, qui amènent ces propositions ne sont pas forcément développés totalement ci-dessous. En effet ils sont présents et donc corroborés par l'enregistrement du débat radiodiffusé qui est accessible en podcast sur le site www.frequence-sille.org

Propositions issues du débat sur le Thème 1A

Impôts, taxes, dépenses, action publique....

- En cas de **baisse de la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité**, il faudrait que l'Etat se donne les moyens de contraindre ou de **vérifier si les prix ne sont pas finalement maintenus au profit du producteur ou du distributeur**. Il est difficile pour le consommateur sur des produits à prix peu élevés de mesurer si l'impact de la baisse de TVA est réel ou non.
- Appliquer une **baisse de la TVA sur tous les produits liés à l'énergie** car on peut immédiatement vérifier la réalité de la diminution de la TVA dans les facturations.
- **Rétablir l'ISF** et aller chercher l'argent là où il est.
- Se donner les moyens de **bloquer les 100 milliards qui partent en évasion fiscale**
- Instaurer une **taxe sur les transactions financières** qui ne bénéficient ni aux entreprises, ni à l'emploi ni aux services. Taxer à 0,01% cela représenterait un revenu de 60 milliards pour l'Etat.
- Il faut **remettre en cause les taxes** qui montent jusqu'à 150% **sur les carburants** et qui touchent tout le monde y compris les plus modestes pour aller à leur travail.

- **Abroger la plupart des niches fiscales** qui pourraient rapporter 100 millions d'euros à l'Etat d'autant que ce sont les plus aisés qui bénéficient de ces niches.
 - **Abroger le CICE sous sa forme actuelle** car il ne bénéficie qu'aux grandes entreprises et à leurs actionnaires (exemple de Carrefour) et l'Etat ne vérifie même pas si l'engagement de créer des emplois a été respecté. C'est donc de l'argent perdu sauf pour les plus riches. Ce n'est pas normal que sur la création de richesses faites par le travail, 10% partent pour rien vers les plus riches ou ceux qui vivent du capital.
 - **Faire sauter le verrou de Bercy**. L'Etat doit se donner les moyens de mieux affiner tout ce qui se fait en optimisation fiscale pour mieux combattre la fraude fiscale et la perte que ça représente pour le budget public. Le service de contrôle a déjà été affaibli par la suppression de 3000 emplois ce qui facilite la fraude fiscale. 100 personnes qui font toute une carrière à chasser la fraude fiscale, c'est 35 milliards sur toute sa vie mais c'est 60 milliards potentiellement récupérés chaque année.
 - Il faut **imposer les très grandes entreprises sur le chiffre d'affaires et non pas sur le bénéfice** car elles trouvent moyen de faire circuler l'argent en international pour faire apparaître nationalement des plus petits bénéfices.
 - **Bloquer la possibilité pour la haute fonction publique des finances tout passage de l'Etat vers le privé** car le privé peut prendre alors en compte les failles du public.
 - **Baisse de la TVA prioritairement sur les produits infantiles** (de 20 à 5,5)
 - Il faut **taxer les produits de luxe qui ne concernent que les plus aisés à 25%** comme le permet l'UE
 - **Créer un impôt de nationalité** pour que les citoyens français où qu'ils soient dans le monde paient leurs impôts à la France.
 - Annuler l'IFI, restaurer l'ISF avec une seule dérogation possible si les détenteurs de fortune mettent des fonds dans les TPE et PME.
 - La **prime d'activité** est utile en soi mais elle n'est pas comptabilisée comme un vrai revenu et **n'intervient pas pour la retraite future**. Elle est donc à terme un risque de paupérisation.
 - Annuler totalement l'augmentation de la CSG pour les retraités. Cette augmentation et le blocage de la réévaluation des retraites rompent le pacte dans lequel les retraités croyaient. C'est une trahison. Un chiffre est donné: baisse de CSG - 650 € pour un couple, baisse de taxe d'habitation 66 €: le compte n'y est pas. Des **retraités qui consomment moins, ce sont des entrées de TVA en moins pour l'Etat**.
 - Eviter de toucher les niches fiscales qui concernent les DOM TOM.
-

Propositions issues du débat sur le Thème 1B

Les services et leur évolution

- 10 à 12 millions de personnes sont en-dessous ou près du seuil de pauvreté; il suffirait de **flécher clairement 70 milliards pour leur assurer un revenu digne d'au moins 1300 à 1500 €**. Expression de sentiment que le Grand Débat ne servira à rien, que c'est un enfumage et de la manipulation de masse. Comment dissenter sur les taxes alors que le problème de tant de gens, c'est de manger, se vêtir, se loger, se chauffer dans des situations de misère que les gouvernants ne veulent pas voir. Le contexte de misère crée même des situations de pratiques illégales pour pouvoir survivre quand même (exemple le carburant agricole utilisé en voiture).

- Il faut **soutenir dans les zones rurales les associations et les entreprises de l'économie sociale** car elles y assurent des services capitaux en solidarité et lien social que des services publics ou marchands n'assurent pas car non rentables en terme économique mais indispensables en terme humain.
- il faut **maintenir des services comme la poste, l'école, la gendarmerie.**
- Il faudrait soutenir la **création de maisons de service public dans les villages** avec des services informatiques pour assister les personnes dans leurs démarches ou différents besoins et tenir par roulement des permanences de spécialistes (exemple pour les impôts)
- L'Etat doit **traiter de façon égalitaire les villes et les zones rurales.**
- **Suppression du CESE** qui coûte cher, produit peu ou des choses dont on ne tient pas compte et où des gens sont nommés "par principe" et sans tenir compte de compétences particulières.
- **Suppression de toutes les Agences et Commissions** qui coûtent cher et produisent peu ou sont totalement inconnues des citoyens ou non sollicitées par l'Etat. On en dénombrait 1200 en France dont autour de 700 qui ont un statut d'Agence. Beaucoup ont été créées dans un contexte particulier et elles ne se justifient plus aujourd'hui.
- **Revoir la gestion sur le repérage des effectifs dans les écoles vus trop tôt** par rapport aux mouvements de populations
- **Maintien des écoles en zone rurale.** C'est bien de dédoubler dans des zones difficiles mais si c'est pour prendre les moyens dans les écoles rurales au détriment des élèves qui ont aussi des difficultés, ce n'est pas juste.
- Il faut **en finir avec les avantages** que peuvent avoir certains territoires parce que les **élus sont influents.**
- Il faut que **les classes populaires soient mieux représentées dans les instances des collectivités territoriales** (par exemple la région), de même pour les **représentants des petites communes rurales qui sont sous représentées.**
- Il faut réfléchir à la **mise en place du concept de parité sociale** et se donner les moyens de former et accompagner des élus issus de milieu populaire ou ne disposant pas de toutes les connaissances administratives et juridiques.
- Il faut **réévaluer les dotations aux communes rurales** car si les communes sont pauvres, c'est aussi moins de services pour les habitants ne serait-ce qu'en mairie.
- Pour maintenir les écoles en zone rurale, il faut **baissier les seuils de fermeture.** De même dans **les collèges**, il faut garantir systématiquement des **effectifs décents** pour les classes (25 élèves)
- Il faut dans le cas de la **scolarisation d'enfants handicapés instaurer de la souplesse administrative** pour l'affectation d'un élève dans une école et **sécuriser l'accompagnement par des AVS.** C'est parfois des parcours administratifs insupportables pour les familles.
- Il faut que l'**administration** ait le courage d'admettre que lorsqu'elle prétend avoir mis en place une simplification, c'est peut-être une **simplification pour elle** mais beaucoup de **complications pour l'usager** (par exemple la dématérialisation)
- Les conditions d'études universitaires pour les jeunes issus de zone rurale sont plus compliquées (logement en plus). Il faut **maintenir et développer les universités de proximité** comme le Mans ou les IUT qui sont dans des petites villes comme Alençon en maintenant ou en augmentant les dotations.

- La **hausse des frais d'inscription en université n'est pas acceptable** pour les étudiants défavorisés.

Propositions issues du débat sur le Thème 2

Organisation de l'Etat et des collectivités publiques

- Il faut régler l'équation qui ne fonctionne pas: pourquoi les **fusions de collectivités** prévues pour **faire des économies** aboutissent finalement à des surcharges de frais par "des doublons, des triplons" de postes qui **finalement alourdissent les charges?**
- Il faut **réimplanter dans les écoles des RASED** car cela correspond à des besoins réels.
- Il faut que les pouvoirs publics, les politiques, les **administrations prennent davantage en considération le regard expert des personnes qui sont sur le terrain.**
- Il faut **écouter les donneurs d'alerte** sinon les situations s'empirent. Témoignage téléphonique d'un ancien maire qui fait référence à des alertes qu'il avait lancées depuis 1983 sans être écouté. **"L'Enarchie ne doit pas entraîner l'Anarchie"**. Il faut respecter le peuple et les élus de terrain.
- Il faut **aider la vie associative pour encourager l'engagement** au lieu de la consommation et il faut au moins rétablir les moyens qui ont été enlevés récemment.
- Face à l'habitude culturelle qui a été prise par les ruraux d'aller faire des achats en ville sous l'idée que c'est moins cher, ce qui a conduit à la disparition des commerces de proximité en zone rurale , **il faudrait soulever les consciences pour que le comportement s'inverse en privilégiant le local, la proximité.**
- L'Etat doit agir pour **limiter la puissance des grandes sociétés du commerce** qui font la loi sur la distribution et les prix **qui dérèglent l'équité sur les marchés.**
- Il faut **encourager les mutualisations sans multiplier les niveaux de collectivité** avec responsabilité, par exemple la commune au plus près des citoyens, les régions et l'Etat ce qui serait suffisant. Ce que fait le **conseil départemental peut être reporté vers le conseil régional** ou juste être une délégation locale de la région.
- Il faut que **le pouvoir central considère mieux les maires** et principalement les maires ruraux en dehors de toute considération politicienne.
- La **démocratie participative** par les débats participatifs n'est pas une idée nouvelle, elle se met en place mais elle **doit aussi s'installer dans le temps.**
- Il faut se **préoccuper de l'intérêt et du bien-fondé des Agences et Commissions spécialisées** et indépendantes qui fonctionnent avec les fonds publics, indépendamment du fonctionnement de l'Etat. Il faut **restructurer tout ce secteur** en fonction des besoins réels.
- Il faut **se méfier de l'idée que fusionner des communes permet de gagner en économie** et efficacité. 3 communes pauvres qui fusionnent forment une grande commune pauvre.
- Il faut **stopper la politique de concentration des entreprises sur des pôles** et favoriser **l'implantation répartie sur le territoire des communes rurales.** Qui dit entreprise sur place, dit emploi, services et commerces. Les communes rurales ont besoin de taxes professionnelles.
- Il faut **supprimer des privilèges incompréhensibles**; en premier il faut annuler les **revenus et tous les avantages des anciens Présidents de la République** après leur fin de mandat.

- Il faut **revoir le système d'attribution de la DGF** qui n'est pas équitable et défavorise particulièrement toutes les communes rurales. La DGF a baissé et elle ne doit pas être analysée en global mais par rapport à la réalité pour chaque commune.
- Il faut **abroger la loi qui réduit le droit de manifester**. on ne peut pas traiter les gens qui revendiquent uniquement comme des casseurs ou des voyous.

Propositions issues du débat sur le Thème 3

Transition écologique

- Obtenir la réduction des taxes sur le carburant, ça se comprend, mais pour des jeunes qui sont nés dans un monde déjà pollué, **l'important est surtout de trouver des solutions pour moins polluer.**
- Donner une **prime à la conversion pour acheter une voiture neuve moins polluante ne suffit pas** lorsqu'on a un petit revenu et lorsque les banques ne veulent pas suivre comment faire?
- Il faut **encourager la recherche avec une vision à long terme pour aller vers des vraies solutions alternatives aux voitures actuelles et électriques** (tant qu'on n'a pas réglé par exemple la question de l'élimination des batteries au lithium), par exemple le moteur à eau, les technologies de l'hydrogène
- Pour **faire baisser le prix des véhicules propres**, il faut que leur volume de production augmente. Il serait bon par exemple **que l'Etat et les collectivités passent commande pour l'ensemble de leur parc de ce type de véhicules** pour un effet d'entraînement de baisse de leur prix et donc une meilleure attractivité pour les citoyens
- Il faut **augmenter le pourcentage de véhicules** ou **rapprocher l'échéance actuellement fixée à 2025** pour plus de véhicules à faible émission polluante **dans les services publics.**
- Il pourrait y avoir aussi des lois pour **peser sur les parcs automobiles des très grosses entreprises** en pourcentage de véhicules non polluants.
- Créer **un espace de rencontre et de discussion local pour échanger, partager des bonnes pratiques et avoir une réflexion citoyenne.** Ca peut être un moyen pour soutenir l'écologie au niveau local. Les repair-cafés pourraient être un modèle de ce type de lieu.
- Il faut aider à **faire connaître et faciliter l'activité des producteurs locaux, Amap...**
- Il faut **mettre en place des systèmes efficaces et incitatifs simples**: par exemple, la remise en place de **systèmes de consigne à l'entrée des magasins** où le consommateur reçoit une petite pièce à chaque fois qu'il redépose une bouteille en verre ou en plastique à recycler.
- Il faut que **tous les systèmes incitatifs**, par exemple les aides à l'isolation ou au renouvellement du chauffage ne soient pas prévues sur des périodes courtes mais sur des longs termes et **avec de la stabilité.**
- Il faut **arrêter de culpabiliser les citoyens** sur, par exemple, les quantités de déchets qu'ils manipulent; les **vrais responsables sont les grandes sociétés** qui par exemple créent des **emballages et suremballages en plastique** inutiles. Cela pourrait être aussi réglementé.
- La transition écologique demanderait la mobilisation de 60 milliards d'euros par année soit 600 milliards sur 10 ans. Ces fonds peuvent être trouvés par un **ISF fléché vers la transition écologique ou la mise en place d'une taxe comme la taxe TOBIN.**

- Développer les **énergies renouvelables** par la valorisation de nos côtes importantes en **éoliennes offshore et hydroliennes**.
- Ne **pas installer d'éoliennes en campagne en opérant des déboisements** pour leur laisser de l'espace.
- **Associer les citoyens des territoires** concernés sur tout ce qui concerne des **installations polluantes ou à risque**.
- Il faut **encourager le ferroutage** afin de limiter la pollution par les camions sur les routes. Il y a certains pays comme la Suisse où ça fonctionne bien.
- Il faut bien sûr faire des efforts au niveau local et national mais la part de population que nous représentons sur terre est très faible et il faut donc continuer à **travailler avec force à une politique internationale priorisant les enjeux écologiques**.
- **Interdiction absolue de la publicité papier déposée dans les boîtes à lettres**.
- Faire une **priorité de l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics** comme par exemple le lycée à Sillé le Guillaume.
- Avoir une **vraie politique de développement du rail pour irriguer les zones rurales**.

Propositions issues du débat sur le Thème 4

Démocratie, citoyenneté, laïcité

- **Reconnaissance du vote blanc:** oui presque unanime
- Proposition de **refaire l'élection au cas où le vote blanc est majoritaire**
- **Vote obligatoire:** avis partagé et remarque que grâce au vote blanc on pourrait avoir plus de participation
- **Elections législatives décalées par rapport à l'élection présidentielle.**
- **Plus de billet libre pour 5 ans.**
- Proposition de **suppression du CESE et diminution du nombre de sénateurs et de députés.**
- Proposition de **réforme constitutionnelle pour donner plus de pouvoir au Parlement** en limitant la pratique des décrets gouvernementaux et tout cela **soumis à un référendum et pas à un congrès.**
- Proposition de l'application **d'une proportionnelle intégrale**
- Avis contradictoire de **maintenir un nombre important d'élus pour assurer une meilleure représentation des territoires et de citoyens.**
- Proposition que le **Sénat se préoccupe des questions territoriales et liées aux collectivités** et **faire disparaître la navette** entre l'Assemblée et le Sénat puisque c'est toujours l'Assemblée qui a le dernier mot avec perte de temps.
- Proposition de **transformer le CESE en assemblée citoyenne** avec des membres tirés au sort et avec des **séances régulières de questions au gouvernement** comme au Parlement.
- **Abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans** pour rendre plus réelle la volonté d'impliquer la jeunesse et pour contribuer à un rééquilibrage dans le corps électoral du fait du vieillissement de ce corps. Le poids de la volonté des jeunes est minimisé. A 16 ans, on peut travailler, on a bénéficié pendant toute sa scolarité d'un enseignement moral et civique même si on pourrait aller plus loin dans l'enseignement civique et politique et la valorisation de l'engagement et les élections concernent par définition le futur et les jeunes sont évidemment concernés par ce futur.

- Il faut prendre des **mesures pour écarter les forces de lobbying** qui gravitent autour des instances de décisions et peuvent amener les décideurs la corruption morale ou politique voire pire. Il faut **punir les parties prenantes de ce lobbying** "cancer de la démocratie".
- Il faut **modifier le fonctionnement de l'Assemblée nationale** pour que les députés soient présents ensemble, en circonscription au même moment, et en commission en dehors des heures des séances plénières.
- Les **députés** devraient être **payés en fonction de leur présence réelle**.
- Devant le constat d'absence de lieux pour que les jeunes se retrouvent et agissent ensemble, il est proposé de **repandre la politique des Mille-clubs** qu'avait institué Malraux **ou des maisons de jeunes et soutenir des radios libres qui sont des lieux où l'on peut s'exprimer**.
- Si la puissance publique ne crée pas ces lieux, il faut **que les territoires soutiennent ces initiatives citoyennes pour que les gens puissent se croiser et parler**.
- Les valeurs d'aujourd'hui devraient être **Fraternité, Egalité, Liberté**.
- En tout, penser d'abord à **ramener de l'Humain**.
- Proposition de **penser la question des migrations** en termes de besoins en **aide au développement** sur les territoires d'origine des migrants pour qu'ils puissent développer leur vie au pays. **Bloquer l'immigration clandestine** pour éviter que les migrants clandestins ne soient victimes de **nouvelles formes d'esclavage** dans les pays d'arrivée et pendant la migration. Proposition de passer des accords avec des pays pour **faciliter une migration officielle et protégée**.
- Une proposition est faite de **fermer les frontières** pour **empêcher le travail clandestin et recentrer les aides publiques vers les Français**, par exemple les SDF.
- Proposition de **travailler sur la question des migrations en la reliant au niveau international à la question de la transition écologique** : le réchauffement climatique, le manque d'eau, la difficulté de vivre peuvent impacter les mouvements migratoires.
- Les **citoyens** doivent être rassurés sur le fait qu'il y a un **contrôle sur le budget de l'Etat par le Parlement** et être clairement **informés de l'usage qui est fait de leurs impôts**. Doute émis sur le contrôle de l'usage du CICE par les entreprises bénéficiaires.
- Proposition de **légiférer pour éliminer les abus de certaines entreprises sur les contrats précaires et les intérimaires** multipliés sans fin et favoriser la sécurisation par des CDD clairs ou des CDI.

Document établi le 3 Février 2019

Pour toute information

Fréquence-Sillé / Éric Lucas, animateur du débat

freqsille@aol.com 02 43 20 34 67